

C o n f i d e n t i e l



AMBASSADE DE SUISSE

Rapport politique no 3

Islamabad, le 23 octobre 1968.

en					a/a
Date					
Via					/
LED	12. DEZ. 1968				
p.A. 21.31. Karachi					

Monsieur Willy S p ü h l e r
Président de la Confédération
Chef du Département politique

B e r n e

Dangers économiques et politiques du
resserrement des relations entre les
Etats communistes et les pays en voie
de développement.
Conséquences pour la Suisse.

Monsieur le Président de la Confédération,

Lorsque la Division des affaires administratives avait demandé aux chefs de mission s'ils avaient des propositions à faire en vue de la conférence de septembre, j'avais suggéré de discuter le sujet mentionné ci-dessus. La conférence n'ayant pas eu lieu, je me permets de vous soumettre par écrit les remarques que j'aurais faites verbalement et au sujet desquelles il m'aurait intéressé de connaître l'avis de mes collègues.

Je me rends bien compte que c'est là un problème extrêmement vaste qui pourrait donner lieu à une étude approfondie et je ne ferai par conséquent que le mentionner ici très superficiellement.

Ayant été en poste en Egypte pendant près de six ans, j'ai assisté au resserrement progressif des liens d'abord économiques, puis politiques, entre le régime du Président Nasser et les pays communistes. On en peut aujourd'hui mesurer les conséquences.

Le mouvement de resserrement des mêmes liens avait peut-être été amorcé déjà avant mon arrivée au Pakistan, mais il ne fait pas de doute qu'il s'est

./.



5 Kop. de

singulièrement renforcé durant les années 1967 et 1968.

Les conséquences pour un pays comme le Pakistan ne seront pas immédiates. Le Président Mohammed Ayub Khan est un homme équilibré, qui, lorsque j'ai présenté mes lettres de créance, m'a parlé avec une pointe d'envie, semble-t-il, des avantages que nous retirons de notre neutralité. Il a cherché le rapprochement avec la Chine, l'Union soviétique, la Yougoslavie et les autres pays communistes pour en retirer, en faveur de son pays, des avantages autant économiques que politiques. Dans un domaine, comme dans l'autre, l'appui exclusif ou essentiel de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis lui paraissait une formule dépassée. Mais le resserrement de la collaboration avec les Etats communistes ne signifie nullement que le Pakistan entend tourner le dos à l'Occident. Une telle conclusion serait totalement erronée.

Toutefois, Ayub Khan ne sera pas éternel et, comme dans d'autres pays où le Chef de l'Etat a un poids déterminant dans la politique de son pays, on voit mal par qui et comment sa succession pourrait être réglée. Ce qu'on peut craindre, c'est qu'après lui finisse l'ère de stabilité qu'il a inaugurée, et que les factions recommencent à s'opposer. L'ex-ministre des Affaires étrangères, M. Bhutto, qui semble nourrir certaines ambitions politiques, a des sympathies pro-communistes et pro-chinoises. Certains pessimistes affirment déjà qu'à la longue le Pakistan ne restera pas à l'abri des nationalisations et des influences communistes. Mais si ce danger ne peut être exclu a priori, il n'est pas non plus à prévoir dans les circonstances actuelles. L'islamisme devrait être en principe un obstacle au communisme, bien qu'on ait vu ailleurs qu'il n'est pas un obstacle à toute épreuve et qu'une minorité décidée peut aussi imposer un régime qui n'est pas désiré par la majorité de la population. De toute manière, le resserrement des liens entre le Pakistan et les pays communistes entraîne fatalement un renforcement de l'influence de ces pays et de leur liberté d'action et introduit par conséquent un élément nouveau dans l'appréciation des perspectives d'avenir.

Pour nous qui n'avons pas des positions politiques et militaires à défendre à l'instar des grandes puissances, le problème a surtout une importance

économique: conserver notre position sur le marché et préserver nos investissements. Mettons de côté les spéculations sur l'avenir, comme celles, par exemple, qui concernent le danger de nationalisations futures, pour nous en tenir à la situation actuelle.

Si nos produits jouissent d'une réputation de grande qualité, il ne fait pas de doute que la concurrence des pays communistes peut nous gêner surtout parce qu'ils acceptent des marchandises pakistanaises en paiement de leurs exportations ou en remboursement des crédits qu'ils accordent. Toutefois, à en juger par les statistiques, au cours des deux ou trois dernières années, le développement des échanges entre les pays communistes et le Pakistan a surtout porté préjudice à d'importants fournisseurs comme l'Allemagne, le Japon ou les Etats-Unis, plus qu'aux petits pays.

Là où je vois un certain danger pour nous, c'est que maintenant déjà, on rencontre des Pakistanais qui occupent dans les affaires des positions relativement importantes et qui ont l'impression qu'il est plus facile de commercer avec les Etats communistes qu'avec les marchés capitalistes, parce que cela demande moins d'efforts. Alors que nous nous efforçons de vendre en laissant aux Pakistanais le soin d'équilibrer leur balance commerciale, les communistes acceptent des produits pakistanais en échange de ceux qu'ils vendent. Et alors qu'un délégué d'une organisation commerciale d'un pays communiste vient au Pakistan pour signer un contrat, le fabricant ou l'exportateur pakistanais doit surmonter mille obstacles pour trouver le chemin du marché suisse. La loi du moindre effort aidant, on voit que le développement des échanges avec les pays communistes peut donner de mauvaises habitudes à certains hommes d'affaires pakistanais.

Il est vrai qu'il n'en manque pas de suffisamment évolués et intelligents pour comprendre qu'une telle orientation n'a pas que des avantages et qu'il peut être plus intéressant d'exporter contre des devises fortes. Nous pouvons encourager cette tendance en facilitant aux exportateurs pakistanais, par des méthodes appropriées, l'accès au marché suisse.

L'accroissement des exportations pour équilibrer la balance des paiements et faciliter l'approvisionnement en denrées alimentaires et biens

d'équipement est l'une des préoccupations majeures des pays en voie de développement. Dans les réunions internationales, notamment à l'UNCTAD, on a mis l'accent en particulier sur les facilités douanières et sur la stabilisation des prix de certains produits. Je voudrais attirer l'attention sur un aspect certes mineur de la question, mais auquel le pays où je réside attribue une importance relativement grande, qui est à la fois d'ordre pratique et psychologique.

Aux représentants des pays en voie de développement qui nous exprimaient leur souci d'augmenter leurs exportations vers la Suisse, nous avons souvent répondu que notre marché leur était ouvert et qu'il suffisait de pouvoir y offrir des produits de qualité à des prix compétitifs avec une organisation adéquate de publicité, de vente et d'après-vente. Notre raisonnement est certainement d'une logique impeccable, mais, présenté sous cette forme dépouillée, il donne l'impression à nos interlocuteurs que nous sommes des égoïstes et n'avons pas envie de les aider. Or, nous commettons une erreur psychologique. Je sais que nos interlocuteurs sont souvent partisans du moindre effort, qu'ils manquent parfois de persévérance et même des compétences les plus élémentaires. Mais ce serait une grave erreur de leur laisser l'impression que nous ne voulons rien faire pour eux, même s'ils sont dans leur tort.

La brochure préparée par l'OSEC et publiée sous les auspices du GATT sur les possibilités d'écouler en Suisse certains produits en provenance des pays en voie de développement est un excellent instrument de travail et a déjà plus d'une fois facilité mes conversations avec les autorités pakistanaïses.

Les représentants des autorités pakistanaïses avec qui j'ai parlé voudraient que nous allions un tout petit peu plus loin. Ils éprouvent, quelques uns me l'ont dit franchement, une certaine crainte à se lancer en novices sur un marché difficile sans être aidés par nos autorités. Ils voudraient donc que des délégués pakistanaïses puissent être reçus en Suisse à nos frais, qu'on leur montre sur place le fonctionnement de notre système, qu'on les mette en rapport avec les organisations de vente intéressées. Ils sont prêts à payer leur voyage sur la ligne aérienne pakistanaïse, mais affirment ne pouvoir supporter les dépenses en devises, ni surtout se passer de l'aide effective des autorités ou organisations suisses.

Je sais que des contacts ont été établis dans le passé, qu'on a autant que possible facilité les séjours en Suisse de certains délégués pakistanais et que les résultats n'ont pas toujours été très encourageants. Je voudrais cependant dire à ce sujet - et cette remarque vaut certainement pour tous les pays en voie de développement - que nous ne devons pas toujours juger ces gens du point de vue de l'efficacité de ce qu'ils ont fait ou de ce que nous avons fait pour eux, sans quoi nous serions peut-être amenés à renoncer à toute action en leur faveur, ce qui serait une erreur économique et politique. Essayer de combler le fossé entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement est une tâche que nous devons accomplir dans notre propre intérêt, dans notre intérêt politique comme pour préserver nos intérêts économiques dans l'avenir. Il n'y a donc pas lieu de nous décourager en cas d'échec ou d'ingratitude de la part des gens que nous cherchons à aider.

Dans le cas concret des exportations pakistanaises en Suisse, je sais que ce n'est pas un problème facile et qu'on a parfois l'impression chez nous qu'il n'est pas utile d'entreprendre certaines actions. Je n'hésite pas cependant à affirmer:

1° que, malgré tout, ceux que nous aidons peuvent retirer un bénéfice pratique de notre collaboration, ne serait-ce qu'en comprenant la nature et la complexité des problèmes de marché;

2° que, même si notre aide est sans efficacité matérielle, elle peut nous être psychologiquement très utile. Ou vice-versa: l'absence de notre aide peut nous être psychologiquement nuisible.

Je pense dès lors que nous devons essayer de faire quelque chose de plus que ce que nous avons fait jusqu'à présent, même si, en définitive, le résultat devait être purement psychologique, ce qui ne serait nullement à dédaigner, car cela témoignerait de notre bonne volonté et renforcerait notre position devant les autorités étrangères.

Pratiquement, il y aurait, à mon avis, deux mesures à prendre sur le plan interne:

a) réaliser une coordination entre les diverses autorités compétentes, c'est-à-dire: Division du Commerce, Service de la coopération technique, OSEC et, suivant les cas, avec les autres organisations compétentes, notamment les organisations professionnelles;

b) allouer un crédit qui, très probablement, ne devrait pas être considérable. Je crois qu'avec une somme relativement peu importante, nous donnerions l'impression aux pays qui le demandent que nous sommes réellement prêts à les aider, et je ne doute pas qu'un tel geste puisse avoir une certaine influence sur l'autorité dont nous jouissons dans certains pays en voie de développement.

Il me semble, en conclusion, que le resserrement des liens économiques entre les pays communistes et les pays en voie de développement pose des problèmes et produit des conséquences immédiates ou lointaines qui ne peuvent pas nous laisser indifférents, ni sur le plan de la politique générale, ni surtout sur celui de nos positions commerciales, car l'apparition d'un client communiste sur un marché modifie les conditions de concurrence telles que nous les concevons. Ce phénomène devrait retenir notre attention et nous engager à aider autant que possible les pays en voie de développement dans leurs efforts pour augmenter leurs propres exportations.

Je suppose que vos Services voudront bien se charger de communiquer une copie de ce rapport à la Division du Commerce.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

J. Amata